



Publication interne du réseau Eau des APNE du Bassin Adour-Garonne

FNE Midi-Pyrénées—14 rue de Tivoli 31000 Toulouse—05 34 31 97 83

a.carlot@fne-midipyrenees.fr - www.fne-midipyrenees.fr

Edito

Les Français de plus en plus préoccupés par le changement climatique et ses conséquences, et la biodiversité

Le changement climatique arrive en tête des préoccupations environnementales des Français, selon le [baromètre de l'opinion 2018*](#) publié par les agences de l'eau, le ministère de la Transition écologique, l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et l'Assemblée des communautés de France (ADCF). Depuis 2011, année de la première édition de l'enquête, ce sujet a progressé de 9 points. 47% des Français le citent aujourd'hui. **Viennent ensuite la biodiversité (45% de citations, +12% en 7 ans) et la qualité de l'eau potable (42%)**. Les personnes interrogées se révèlent aussi très au fait des conséquences du changement climatique : 91% jugent ses impacts importants sur l'intensité et la fréquence des sécheresses, 91% citent aussi ses conséquences sur la faune et la flore aquatique, 90% sur les risques d'inondations, 90% sur le recul des côtes et l'érosion du littoral et 86% sur la qualité de l'eau des rivières.

La réduction des pollutions, enjeu numéro un dans le domaine de l'eau

Dans le domaine de l'eau, **59% des personnes interrogées désignent la réduction des pollutions des rivières et des eaux souterraines comme premier enjeu**. Près de la moitié d'entre elles (**47%**) font des pesticides utilisés dans les champs et dans les jardins la première cause de dégradation de l'état de l'eau des rivières, suivi, pour 26% d'entre elles, des substances dangereuses difficiles à traiter. Pour contribuer à améliorer la situation, 56% se disent prêtes à faire attention aux produits rejetés dans les canalisations, 37% à entretenir leur jardin avec des produits et des techniques naturels et 32% à acheter des produits non polluants pour les activités de bricolage. **42% des Français font de la préservation de la biodiversité aquatique le deuxième enjeu dans le domaine de l'eau** mais ils peinent à désigner de manière claire des priorités d'actions dans ce domaine. **32% d'entre eux citent la nécessité de faire respecter les réglementations et 22% une gestion des espaces collectifs sans pesticides**.

53% des personnes interrogées considèrent que la gestion des inondations dans leur région est satisfaisante. Pour limiter le risque inondation, ils sont 39% à citer d'abord l'interdiction des constructions dans les zones à risque. Ils ne sont que 18% à évoquer la limitation du goudronnage des sols et 17% l'entretien des cours d'eau.

Enfin, 38% des personnes interrogées font de l'éducation et de la sensibilisation de tous les publics la priorité numéro un pour garantir une bonne gestion de l'eau dans son milieu naturel et préserver l'état des rivières, des fleuves, des lacs et des nappes phréatiques. Dans la même logique, 89% jugent utile la possibilité d'avoir des informations sur les gestes possibles pour participer à la préservation de la qualité des rivières. Plus globalement, les souhaits d'information sur les différents sujets liés à l'eau sont importants. ([banquedesterritoires.fr—11/12/2018](#))

—> Ce baromètre confirme que les APNE, qui portent ces enjeux dans leur territoire et sur le bassin, représentent bien les préoccupations de la société civile en matière d'environnement !

Revue de presse

En immersion : une nouvelle campagne pour mieux connaître

l'eau—Les agences de l'eau et le ministère de la Transition écologique et solidaire lancent une nouvelle campagne autour des enjeux liés à la ressource en eau, baptisée En immersion. L'ambition est de partager des données locales autour de la qualité de l'eau et d'informer le citoyen des actions menées pour sa préservation.

ecologique-solidaire.gouv.fr—12/12/2018)

Le site internet : <https://enimmersion-eau.fr/>



Climat : quatre ONG prêtes à traîner l'Etat en justice pour qu'il respecte ses objectifs—

L'Etat français va faire l'objet d'un recours en justice pour action insuffisante contre le réchauffement climatique. Plus d'un million de personnes ont signé en moins de deux jours l'appel de soutien lancé par quatre ONG. (lesechos.fr—18/12/2018)

Eau potable : l'impact du changement climatique et la réutilisation des eaux usées font du chemin dans l'esprit des usagers—

L'édition du baromètre du Centre d'information sur l'eau présenté le 18 décembre révèle une inquiétude des Français sur l'état des ressources en eau, sa qualité et sa disponibilité. Réalisé depuis plus de vingt ans il donne à voir une évolution certaine des préoccupations environnementales. Et traduit une prise de conscience des impacts du changement climatique tout comme la nécessité de mieux réutiliser les eaux usées. (banquedesterritoires.fr—18/12/2018)



Les Français de plus en plus ouverts aux recyclage des eaux usées—

86% de la population accepterait désormais d'utiliser une eau du robinet issue du recyclage des eaux usées pour se laver, révèle la dernière édition du baromètre "Les Français et l'eau". Plus d'un Français sur deux serait même prêt à la boire. (atribune.fr—18/12/2018)

Barrage de Caussade dans le Lot-et-Garonne

"Lac de Caussade" : les travaux du barrage illégal ont enfin cessé—Dans le Lot-et-Garonne, le chantier de la retenue d'eau du "Lac de Caussade" est enfin à l'arrêt. L'affrontement juridique entre syndicats d'agriculteurs et l'association France Nature Environnement se conclut sur une victoire (temporaire) pour les défenseurs de la biodiversité.

(lci.fr—18/12/2018)



Lot-et-Garonne : les travaux du barrage de Caussade sont repartis—Les engins ont repris du service, hier mercredi, malgré la mise en demeure du préfet. La trêve des confiseurs aura duré quinze jours. À l'arrêt depuis le 17 décembre, les travaux ont en effet repris hier

mercredi à Saint-Pierre-de-Caubel, où des agriculteurs creusent le lac de Caussade. Avant Noël, l'arrêté préfectoral les mettant en demeure de stopper le chantier avait été publié alors que la météo, des plus humides, n'était pas des plus adaptées à l'intervention des lourds engins. Difficile, dans ces conditions, de savoir quel facteur avait réellement motivé cette interruption des travaux qui ne font plus l'objet de la moindre autorisation depuis octobre. (sudouest.fr—03/01/2019)

La vente de pesticides aux jardiniers amateurs est interdite à compter du 1er janvier—Fini le Roundup et autres pesticides de synthèse pour les jardins ! A compter du 1er janvier 2019, la mise sur le marché et la vente de ces produits aux non professionnels est interdite. Seuls les produits de biocontrôle et à faible risque sont autorisés. (actu-environnement.com—27/12/2018)



Assises de l'eau

Les Assises de l'eau premier volet, et après ? VIDEO—Entretien croisé autour de la première séquence des Assises de l'eau. Avec Nicolas Garnier, délégué général d'Amorce*, et Hugues d'Antin, membre du bureau de la fédération professionnelle des entreprises de l'eau. (environnement-magazine.fr—10/12/2018)



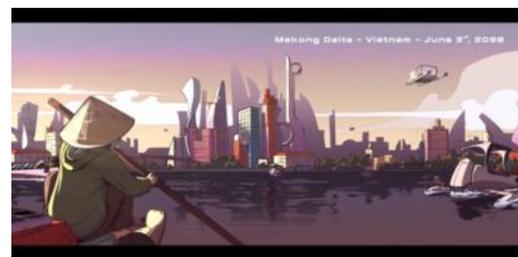
* Association des collectivités territoriales et des professionnels dans 3 domaines d'action (déchets - énergie - eau)

Assises de l'eau : trouver des solutions pour une meilleure gestion de l'eau—Lancées en avril 2018, les Assises de l'eau s'articulent en deux séquences. Du 27 avril au 25 mai 2018, une première consultation a été lancée pour tous les élus sur les enjeux de réseaux d'eau et d'assainissement. L'enjeu : qu'ils puissent réaliser les investissements nécessaires à l'entretien, au renouvellement et à la modernisation des installations en priorité dans les territoires ruraux. Le deuxième volet des Assises de l'eau autour de la question « Changement climatique et ressource en eau : comment les territoires, les écosystèmes et l'ensemble des acteurs vont ils s'adapter ? » a été lancé en novembre 2018. Cette séquence doit contribuer à la mise en œuvre de plusieurs mesures du plan biodiversité, présenté en juillet par le Gouvernement, notamment sur les milieux humides et la gestion des eaux fluviales. Elle s'étendra jusqu'au mois de mars 2019, et sera rythmée par des ateliers sur les territoires, la réunion de groupes de travail et deux autres comités de pilotage. (ecologique-solidaire.gouv.fr—03/01/2019)



Documents – réglementation

Imaginez un monde à +4°C : qu'en est-il de l'eau ? - Cette [vidéo de prospective](#), imaginée et coordonnée par le Partenariat Français pour l'Eau (PFE), présente les enjeux pour l'eau d'un monde soumis à un réchauffement moyen de 4°C à la fin du XXIème siècle. Ce scénario a été construit au sein du groupe de travail Eau et Climat du PFE avec l'appui de ses membres scientifiques. (eau-adour-garonne.fr—05/12/2018)



Présentations du colloque « Eau et changement climatique: une journée, des solutions » - L'ensemble des présentations, vidéos, mais aussi livrets du colloque des agences de l'eau à Lyon, qui s'est tenu le 15 novembre, sont consultables. (lesagencesdeleau.fr—décembre 2018)

Espèces exotiques envahissantes : un nouveau centre de ressources et une réglementation modernisée—Les espèces exotiques envahissantes (EEE) sont reconnues comme l'une des principales causes de l'érosion de la biodiversité. Pour faire face à ce phénomène et lutter contre ces espèces, un nouveau centre de ressources vient d'ouvrir ses portes. En termes de mise en oeuvre de la réglementation, de nouveaux documents techniques et nouvelles obligations sont récemment parus. Tour d'horizon. (gesteau.fr—11/12/2018)



Publication de l'étude sur les tableaux de bord des SAGE—Le suivi et l'évaluation de la mise en oeuvre des SAGE sont effectués, entre autres, à partir de tableaux de bord composés d'indicateurs. En 2017, l'Office International de l'Eau a réalisé une étude sur les pratiques de conception et d'utilisation des tableaux de bord dans les différents SAGE, afin de proposer des préconisations qui aideront à l'élaboration de ces outils de suivi. Le rapport de l'étude est maintenant en ligne ! (gesteau.fr—05/12/2018)

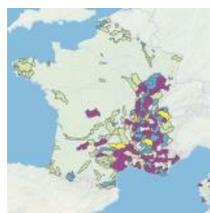
Le projet ORACLE, Observatoire des Règlements et de l'Activité des CLE—Le projet ORACLE est mené par une unité mixte de recherche associant l'ENGEES et Irstea. Il s'intéresse aux règlements des SAGE, et plus généralement au dispositif de SAGE et à sa gouvernance par la CLE. Les acteurs des CLE et les animateurs de SAGE ont été sollicités pour réaliser cette étude qui propose un état des lieux sur les règlements et des pistes de réflexion pour améliorer l'effectivité des SAGE. (gesteau.fr—décembre 2018)

La situation des SAGE en décembre 2018 - Au 15 décembre 2018, Gest'eau recense 191 SAGE. Parmi eux, 7 sont identifiés comme "non démarrés", 3 sont en instruction, 50 en élaboration et 120 sont mis en oeuvre. Enfin, 11 font l'objet d'une révision. (Gesteau)



[Consulter la carte de situation des SAGE](#)
[Consulter les chiffres clés sur les SAGE](#)

La situation des contrats de milieu en décembre 2018 - Au 15 décembre 2018, la communauté des acteurs de gestion intégrée de l'eau Gest'eau recense 287 contrats de milieu. Parmi eux, 5 sont en phase d'émergence, 15 sont en phase d'élaboration et 67 sont signés, en cours d'exécution. (Gesteau)



[Consulter la carte de situation des contrats](#)
[Consulter les chiffres clés sur les contrats](#)



L'assiette de la redevance pour pollution diffuse est élargie—L'élargissement de la redevance pour pollution diffuse est désormais effective. L'arrêté l'encadrant a été publié au Journal officiel du 30 décembre. (actu-environnement.com—02/01/2019)

Gemapi : les actions des missions d'appui technique sont maintenues jusqu'en 2020—

Celles-ci sont chargées d'accompagner la prise de compétence des communes en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (Gemapi). Elles formulent des recommandations et établissent les états des lieux des cours d'eau et des ouvrages. Initialement, les missions devaient prendre fin le 1er janvier 2018. Le présent décret, publié au Journal officiel du 29 décembre, étend leur période de fonctionnement et introduit de légers ajustements à leur composition. (actu-environnement.com—02/01/2019)



Les échos du bassin



11e Programme d'intervention de l'AEAG

Pour une qualité de l'eau durable : 1,6 milliard d'euros sur 6 ans pour le 11e programme d'intervention de l'Agence de l'eau Adour Garonne

Le conseil d'administration a adopté les modalités de la politique de l'Agence pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2024. 250 millions d'euros par an, en moyenne, seront déployés pour financer de nouveaux projets axés sur trois priorités : l'atteinte des objectifs de reconquête de la qualité des eaux superficielles et souterraines (82% des aides), une solidarité réaffirmée envers les territoires ruraux (84% des aides) et l'adaptation au changement climatique (55% des aides). Ce programme d'actions est le fruit d'une concertation étroite avec les acteurs de l'eau qui siègent au Conseil d'administration et au Comité de bassin Adour-Garonne, instances représentatives de tous les usagers du grand Sud-Ouest. Pour en savoir plus sur le 11ème programme [cliquez ici](http://eau-adour-garonne.fr-21/12/2018). (eau-adour-garonne.fr-21/12/2018)

AVIS DES APNE : *L'élaboration de ce 11e Programme d'intervention a nécessité un gros travail de plaidoyer pour préserver des budgets et taux déclencheurs concernant les domaines de la reconquête et préservation des milieux aquatiques et humides et la lutte contre les pollutions diffuses agricoles. Le contexte financier difficile (ponction de l'Etat sur le budget des agences de l'eau et difficultés de l'AEAG sur la fin du 10e PI) et le contexte politique incertain (Assises de l'eau sur les réseaux, rapport sur l'avenir des opérateurs de l'eau et de la biodiversité, PLF 2019...), a exacerbé les positions de chacun et le repli sur ses intérêts propres. Cependant, le travail des services de l'agence auprès des ministères de tutelle pour récupérer du budget global et le travail des APNE pour préserver les enveloppes « milieux », « pollutions diffuses » et la spécificité associative ont finalement payé, rendant le résultat plutôt satisfaisant à quelques détails près (notamment le financement du stockage d'eau...).*

Rôle du comité scientifique du Comité de bassin Adour Garonne —Le Comité de bassin du 30 novembre dernier a réservé un long temps d'échange à son conseil scientifique, afin de communiquer sur les activités et de décider d'une organisation plus étroite entre les deux instances. Le conseil scientifique a aussi tenu à préciser sa fonction de veille sur l'état des connaissances dans le but d'interpeller l'Agence et son Comité de bassin sur des sujets émergents : il a par exemple travaillé sur le sujet des impacts du changement climatique ou celui des nanoparticules dans l'eau. Un autre aspect de ses travaux est l'organisation de séminaires : il prépare d'ailleurs, pour 2019, la tenue d'un séminaire sur la thématique « eau et santé ». ([Lignesdeau#91-décembre 2018](http://Lignesdeau#91-décembre2018))

Exposition "Au fil de l'eau : le patrimoine des rivières en Nouvelle-Aquitaine" - La région Nouvelle-Aquitaine compte près de 74 000 km de cours d'eau qui ont largement contribué au développement des activités humaines à travers les siècles. Un patrimoine varié, rural et urbain, technique et industriel, témoigne aujourd'hui de ce rapport étroit entre l'homme et la rivière. Réalisée par la Région (Services Patrimoine et Inventaire), cette exposition vous invite à découvrir ce patrimoine, à travers de nombreux exemples pris sur les différents cours d'eau du territoire. Une exposition sur trois thèmes : transport et navigation, franchissement, exploitation de l'énergie. (inventaire.poitou-charentes.fr-09/11/2018)



"Séparation des effluents urbains à la source", les présentations sont en ligne—Comment rendre notre mode de traitement des eaux usées plus durable alors que le « tout à l'égout » montre ses limites ? C'est la question que posait le colloque co-organisé par Solagro et l'INSA au siège de l'Agence le 27 novembre dernier. Chercheurs, urbanistes, aménageurs, promoteurs, élus et techniciens ont ainsi partagé leurs avancées, leurs questionnements, leurs propositions pour l'avenir. Un tour d'Europe des villes et des quartiers ayant expérimenté la séparation à la source a également été effectué. Un 1er outil de modélisation développé dans le cadre du projet « MUSES », financé par l'Agence, a été présenté lors du séminaire. Les résultats définitifs de l'étude seront quant à eux disponibles début 2019. Présentations en ligne. (eau-adour-garonne.fr-19/12/2018)

Plus d'informations : www.fne-midipyrenees.fr

Gestion de l'eau à Toulouse

En 2020 : pas de multinationales dans mon eau ! - L'eau est un bien trop précieux et trop fragile pour que sa gestion soit laissée à des intérêts privés ! C'est parce qu'ils ont pris conscience de ces enjeux que de plus en plus de pays inscrivent le droit à l'eau dans leur Constitution, ou même interdisent la privatisation de la gestion de l'eau. La Slovénie (seul pays européen) vient de rejoindre les 15 pays ayant inscrit cette exigence dans leur Constitution : Burkina Faso, Tunisie, Afrique du Sud, Colombie, RDC, Gambie, Ouganda, Panama, Uruguay, Venezuela, Zambie, Équateur, Maldives, Bolivie. De même, un mouvement de remunicipalisation des services de l'eau se développe depuis plusieurs années : Paris, Turin, Castres, Nice,... C'est en s'inscrivant dans ce mouvement que notre Collectif « Ô Toulouse » se bat depuis plus d'un an pour une régie publique de l'eau et de l'assainissement sur les 37 communes de Toulouse-Métropole. J.L. Moudenc, président de la Métropole, s'apprête à confier la gestion de l'eau à Veolia et celle de l'assainissement à Suez, le 13 décembre prochain. Nous nous opposons à ce cadeau aux entreprises privées. (<http://eausecours31.fr—05/12/2018>)

Toulouse : l'assainissement confié à Suez—Toulouse Métropole a attribué le service public de l'assainissement à Suez pour les 12 prochaines années. Un contrat qui s'élève à 520 millions d'euros. (<environnement-magazine.fr—28/12/2018>)

La vie du réseau

[Actualité] 20 % des réserves naturelles sont gérées par des associations France Nature Environnement— Les réserves naturelles constituent un des outils les plus forts pour protéger la nature. Parmi les 346 réserves existantes, 73 sont gérées ou co-gérées par une association du mouvement France Nature Environnement d'après notre [dernière étude](#). Et si, pour remercier les hommes et femmes qui assurent cette belle mission pour préserver le monde vivant, vous partiez à la découverte de la réserve la plus proche de chez vous ? (<fne.asso.fr—18/12/2018>)



En Adour Garonne : [Banc d'Arguin](#) (SEPANSO, 33), [Etang de Cousseau](#) (SEPANSO, 33), [Marais de Bruges](#) (SEPANSO, 33), [Etang de la Mazière](#) (SEPANLOG, 47), [Frayère d'Alose](#) (Co-gestion SEPANLOG, Fédération de Pêche et mairies d'Agen et Le Pass d'Agen, 47), [Confluence Garonne-Ariège](#) (Nature en Occitanie, 31).

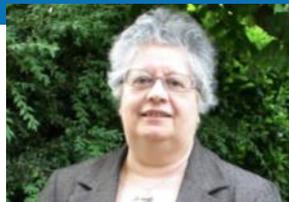
[Actualité] Biodiversité : les alertes et engagements se suivent, les mauvais résultats aussi ! - Une alerte doit être suivie d'effets ! Aujourd'hui, le service de la donnée et des études statistiques (SDES) du ministère en charge de l'Écologie publie, en partenariat avec l'agence française pour la biodiversité (AFB), les « chiffres clés de la biodiversité » qui confirment le mauvais état de la biodiversité en France. France Nature Environnement milite pour que cette sonnette d'alarme ne sonne plus dans le vide : elle doit permettre d'accélérer la mise en œuvre des solutions connues et prévues pour préserver le monde vivant. (<fne.asso.fr—14/12/2018>)



[Communiqué] Nestlé : les habitants de Vittel priés de puiser leur eau dans les territoires voisins—

En mars dernier, France Nature Environnement alertait sur l'épuisement de la ressource en eau à Vittel par le géant international Nestlé Waters. Une situation qui dure depuis près de 30 ans et qui commence à se faire fortement ressentir sur les réserves locales en eau, dans le contexte actuel de dérèglement climatique. Face à la polémique qui enfle, au chantage économique de la multinationale et sur fond de conflit d'intérêt, les pouvoirs publics et le département envisagent désormais de déplacer le problème d'une nappe phréatique à une autre. France Nature Environnement et Vosges Nature Environnement dénoncent ce projet absurde et appellent Nestlé Waters à faire stopper au plus vite cette surexploitation. (<fne.asso.fr—12/12/2018>)





Décès d'une grande dame de FNE Midi-Pyrénées—José était une figure de l'écologie, non seulement au niveau régional mais aussi depuis 25 ans au niveau national. Tout d'abord directrice d'Uminate (devenue FNE Midi-Pyrénées), elle a siégé pendant 12 ans au Conseil Économique Social et Environnemental Régional comme représentante de la Fédération Régionale. Depuis fort longtemps vice-présidente de FNE Midi-Pyrénées, elle s'impliquait particulièrement sur les questions des risques sanitaires, technologiques et environnementaux mais également d'aménagement du territoire. Concernant FNE, elle en fut trésorière, puis secrétaire nationale et toujours administratrice depuis 1994. Très impliquée dans les sujets de société, elle était membre du directoire du Réseau Transports et Mobilité durable et du Réseau Santé Environnement depuis 1997. En Occitanie, elle était vice présidente de l'ORDECO (Observatoire Régional des Déchets et de l'Economie Circulaire) et d'ATMO Occitanie (le Nouvel Observatoire Régional de la Qualité de l'Air). José a apporté une vision plus citoyenne aux questions d'environnement, très motivée par les questions d'équité, de démocratie, de biodiversité, de santé humaine et très impliquée dans la vie associative. C'est une grande personnalité de l'Ecologie qui disparaît. Nous devons maintenant reprendre le flambeau et continuer le combat qu'elle n'a jamais cessé de mener. (fne-midipyrenees.fr - 14/01/2019)



Ariège : Projet de réalimentation du barrage de Montbel par le Touyre— [Avis d'APRA le Chabot sur ce projet dans le cadre de la concertation](#) (15/12/2018)

La presse parle de Nature en Occitanie— Milans, crapauds, protection de la nature, Ramier de Bigorre, biodiversité, SOS serpents... Voici un petit [panorama des actualités de l'association parues dans les différents journaux, gazette, revues spécialisées an 2018](#).



Agenda

- * **Paris (75)** - Journée Services Climatiques et Ressource en eau : « Quel est l'apport des prévisions saisonnières et des projections climatiques pour la gestion de la ressource en eau ? Focus sur la ressource en eau souterraine », 14 Janvier, organisée par MTES - AFB. [Programme et inscription](#)
- * **Paris (75)** - Journée Pesticides INRA-FNE, 15 janvier, organisée par le réseau agriculture de FNE
- * **Toulouse (31)** - Colloque "Agriculture de Conservation des Sols", 18 janvier, organisé par un groupe d'agronomes toulousains. [Programme et inscription](#)
- * **Limoges (87)** - 1ères assises régionales de la biodiversité en Nouvelle-Aquitaine, 24 janvier, organisées par la Région et l'ARB Nouvelle Aquitaine. [Programme et inscription](#)
- * **Toulouse (31)** - Conférence « Biodiversité et changement climatique », 28 janvier, organisée par l'AEAG au Muséum.
- * **France et monde**—Journée Mondiale des Zones Humides (JMZH) avec pour thème "zones humides et changement climatique", 2 février. [Information](#)
- * **Gruissan (11)** - Rencontres naturalistes d'Occitanie, 22 au 24 mars, organisées par Oc'Nat (Union des organisations naturalistes d'Occitanie). [Information](#)

